

**L'ABSENCE DE PRIORITÉS : POINT FAIBLE DE LA PRÉSIDENTE OBAMA ?****JULIEN TOURREILLE***Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la
Chaire Raoul-Dandurand (tourreille.julien@uqam.ca)*

Huit semaines seulement après son investiture, **la lune de miel de Barack Obama semble toucher à sa fin**. Le président a décidé de capitaliser sur l'adoption rapide du plan de « stimulation » de l'économie (signé le 17 février dernier) pour s'engager dans un programme de réformes ambitieuses qui pourrait profondément transformer la société américaine. Or, **les critiques se multiplient quant à l'inefficacité des mesures de relance de l'économie et au manque de priorités dans l'agenda présidentiel**. Outre une crise financière et économique dont il aura du mal à extirper les États-Unis, Barack Obama court également le risque de s'enliser en politique étrangère. Deux dossiers sont particulièrement préoccupants en la matière : l'Afghanistan et l'Iran.

La référence à la Grande Dépression est abondamment utilisée pour illustrer l'ampleur de la crise économique que traversent actuellement les États-Unis. Lorsque Franklin Delano Roosevelt accéda à la présidence en mars 1933, le PIB des États-Unis s'était contracté de 40 % par rapport à son niveau de 1929. Au dernier trimestre de 2008, le PIB américain a baissé à un rythme annuel de 6 %. Fin février 2009, le taux de chômage a atteint 8,1 %, contre 4,9 % un an plus tôt. En 1933, il était de 25 %. **La véritable similarité entre 1933 et aujourd'hui réside dans la centralité et dans l'ampleur de la crise financièreⁱ**. Comme l'illustre Thomas Friedman, le système financier est le cœur qui irrigue l'activité économiqueⁱⁱ. Son blocage plonge donc l'économie en arrêt cardiaque. Alors que FDR avait concentré toutes ses énergies sur un nombre limité de mesures précises destinées à restaurer la confiance dans le système financier, Barack Obama s'est engagé dans un ambitieux programme de réformes tous azimuts.

Cette volonté d'Obama d'agir vite et de mettre rapidement en œuvre un ensemble de réformes ambitieuses est compréhensible. Trois mécanismes de la vie politique américaine expliquent cet empressementⁱⁱⁱ. Premièrement, l'élection d'une majorité démocrate ou républicaine est rapidement suivie d'un basculement de l'opinion publique de l'autre côté de l'échiquier politique. Cet effet de balancier résulte de deux phénomènes. D'une part, lorsqu'un nouveau président ou une nouvelle majorité au Congrès commencent à mettre concrètement en œuvre leur programme politique, ils déçoivent une partie des électeurs. D'autre part, le parti défait aux élections profite de sa place dans l'opposition et des difficultés de la nouvelle majorité pour se réorganiser et pour essayer de convaincre les électeurs. Deuxièmement, depuis Eisenhower au début des années 1950, la cote de popularité des présidents s'effrite inexorablement tout au long de leur mandat (le sursaut de popularité de George W. Bush après le 11 septembre 2001 est un phénomène rare qui n'a pas remis en question cette tendance lourde). Troisièmement, les personnes tendent à porter davantage attention aux mauvaises nouvelles et

aux erreurs qu'aux succès, même si ceux-ci sont plus nombreux. Dès lors, la conclusion pour tout nouveau président est évidente : il doit agir vite.

Barack Obama a souvent fait part de son intention et de sa capacité à mener plusieurs dossiers de front. Il est aujourd'hui confronté à une réalité moins malléable et réactive. Tout d'abord, le processus politique à Washington ne peut digérer qu'un seul dossier à la fois. Les membres du Congrès ne passent que trois ou quatre jours par semaine dans la capitale fédérale, ils n'ont pas le temps, ni toujours les compétences, pour analyser des projets législatifs complexes. Ensuite, l'ampleur de la crise que traversent actuellement les États-Unis commande des actions ciblées et précises. Les investissements dans les énergies renouvelables ou encore la réforme du système de santé seront certes bénéfiques pour la croissance économique future et pour la compétitivité des États-Unis. Mais la priorité devrait actuellement être d'assainir et de relancer le système bancaire et financier. Enfin, Barack Obama reste un président jeune qui n'a pas encore trouvé ses marques à la Maison-Blanche et dont l'équipe est encore loin d'être efficace. Il avait annoncé qu'il s'opposerait aux dépenses partisans inutiles, mais il a signé une loi de 410 milliards comprenant près de 9000 de ces dépenses. Le secrétaire au Trésor, Tim Geithner, dont l'action est particulièrement décisive dans la situation actuelle, n'a pas encore comblé l'ensemble des postes clés de son département.

Fin février 2009, le taux de chômage atteint 8,1 % aux États-Unis. En voici un aperçu par groupes démographiques et par niveau d'éducation^{iv}			
	Février 2009	Évolution sur un mois, en %	Évolution sur un an, en %
Groupes démographiques			
Blancs	7,3 %	+ 0,4	+ 2,9
Afro-Américains	13,4 %	+ 0,8	+ 5
Hispaniques	10,9 %	+ 1,2	+ 4,6
Asiatiques	6,9 %	+ 0,7	+ 3,9
Niveau d'éducation			
Inférieur à l'école secondaire	12,6 %	+ 0,6	+ 5,2
École secondaire	8,3 %	+ 0,3	+ 3,6
Diplôme collégial	7 %	+ 0,8	+ 3,2
Diplôme universitaire de premier cycle ou plus	4,1 %	+ 0,3	+ 2

Barack Obama n'a pas su créer de « choc de confiance » et changer l'humeur négative et le pessimisme qui paralysent les États-Unis depuis l'automne 2008^v. La colère et les menaces affichées par le président contre la décision d'AIG, sauvée de la faillite suite à l'intervention du Trésor américain, de distribuer plus de 165 millions de dollars en primes ne sauraient masquer le fait que son administration a été incapable de présenter un plan compréhensible et cohérent de relance du système financier. **Malgré les deux mois et demi de transition entre l'élection du 4**

novembre et l'investiture du 20 janvier, l'administration n'a en effet pas su élaborer ni un plan clair de sauvetage du système bancaire, ni même un plan de relance dont les fonds puissent être dépensés immédiatement. Pire, elle a laissé sur ce dernier dossier une grande latitude au Congrès où les travers habituels de querelles partisans et de dépenses inutiles ont prévalu.

C'est dans ce contexte que les critiques se multiplient. Celles-ci ne proviennent pas uniquement d'opposants radicaux au nouvel hôte de la Maison-Blanche. Soutien important de Barack Obama, l'homme d'affaires Warren Buffett a exhorté, le 9 mars, le nouveau président à abandonner ses ambitieux plans de réforme du système de santé, de la politique énergétique et environnementale, et de l'éducation afin de se concentrer sur l'enjeu prioritaire du moment : l'économie et plus précisément la stabilisation du système financier. Il a été rejoint en ce sens par des personnes telles que les anciens patrons de General Electric et d'Intel, ainsi que par le président de la Réserve Fédérale, Ben Bernanke^{vi}. Le 10 mars, le sénateur démocrate Kent Conrad du Dakota du Nord a mis en garde sur le fait que l'adoption par le Congrès du projet de budget de 3 600 milliards de dollars présenté par l'administration le 25 février n'était pas assurée. Les Démocrates, majoritaires à la Chambre des représentants et au Sénat, soutiennent dans l'ensemble le programme et les orientations politiques du président. Ils ne sont cependant pas d'accord avec sa volonté de réformes tous azimuts, car ils sont incapables de traiter l'ensemble des dossiers qui saturent l'agenda législatif.

Comparativement à l'économie et aux questions intérieures, la politique étrangère offre au président des États-Unis une plus grande marge de manoeuvre. En décidant rapidement de la fermeture de la prison de Guantanamo, en effectuant son premier voyage officiel au Canada et en envoyant sa secrétaire d'État en Asie, au Moyen-Orient et en Europe, le nouveau président a signalé sa volonté d'instaurer une tonalité plus conciliante dans les relations des États-Unis avec le reste du monde. **Deux dossiers de politique étrangère pourraient cependant poser des problèmes sérieux au nouveau président : l'Afghanistan et l'Iran.**

Tout au long de la campagne électorale, Barack Obama a affirmé que l'aventure en Irak décidée par l'administration Bush avait détourné les États-Unis de l'objectif central que représente la stabilisation de l'Afghanistan. Même si le calendrier de retrait des troupes d'Irak annoncé le 27 février va permettre l'envoi de quelques dizaines de milliers de soldats supplémentaires sur le théâtre afghan, la réalisation de progrès significatifs en peu de temps n'est pas garantie. La situation afghane est en effet particulièrement complexe. L'Afghanistan est le premier producteur mondial d'opium ; l'espérance de vie est limitée à 44 ans ; le taux de chômage dépasse les 40 % ; moins de 25 % de la population est alphabétisée^{vii}. Et ce sans compter l'incompétence et la corruption qui minent le gouvernement, ni les jeux d'influences du Pakistan. Le retrait d'Afghanistan et la capitalisation sur les progrès accomplis en Irak auraient alors été des décisions plus heureuses pour l'administration Obama. L'Afghanistan ne représente qu'une menace lointaine qui peut être contenue à moindre coût (c'est-à-dire sans la présence massive de soldats américains sur le terrain) alors que l'Irak, du fait notamment de ses ressources pétrolières, est un atout stratégique.

Concernant l'Iran, l'administration Obama ne semble pas avoir encore établi de stratégie claire. La nomination de Denis Ross comme conseiller spécial sur les questions du Golfe Persique et de l'Asie du Sud-Ouest (l'Iran sera sa principale préoccupation) illustre la compétition qui existe au

sein de l'administration entre les différents centres de pouvoir en matière de politique étrangère^{viii}. Alors qu'Obama est partisan d'une ouverture et d'un dialogue avec Téhéran, notamment sur les dossiers irakien et afghan, Ross considère que les États-Unis doivent adopter une posture plus ferme pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Une telle posture ne signifie cependant pas l'emploi de la force armée ni n'exclut une négociation secrète avec Téhéran sur la question nucléaire. Mais la nomination de Ross comme conseiller sur ce dossier s'inscrit en porte à faux avec les positions plus conciliantes d'Obama et de ses autres envoyés spéciaux pour deux dossiers majeurs dans la région. George Mitchell et Richard Holbrooke envisagent en effet de dialoguer avec Téhéran dans le cadre de leurs dossiers respectifs, le conflit israélo-palestinien pour le premier, la situation en Afghanistan et au Pakistan pour le second. Cette nomination crée également de la confusion et de l'incertitude vis-à-vis des intentions américaines en Iran même.

Barack Obama a à peine franchi le cap des 50 premiers jours à la Maison-Blanche. Il dispose encore d'un capital politique important pour mettre en œuvre son agenda. Il lui faudra cependant rapidement établir un ordre et des priorités d'action clairs, s'il ne veut pas voir sa présidence submergée par l'ampleur des défis auxquels il s'attaque, tant en politique intérieure qu'étrangère, et engluée dans les méandres de la vie politique de Washington.

À Surveiller...

Le taux de satisfaction vis-à-vis de Barack Obama a glissé de 64 à 59 % entre février et mars 2009. L'insatisfaction est passée dans le même temps de 17 à 26 %.

Deux éléments sont à retenir de ces données. Premièrement, le clivage partisan tend à se creuser. Seuls 27 % des personnes s'identifiant comme Républicains approuvent le travail de Barack Obama, contre 34 % un mois plus tôt. L'érosion est également marquée chez les Indépendants : 57 % appuient le président contre 63 % en février. Deuxièmement, une nette majorité de la population américaine considère cependant que le président fait de son mieux pour gérer la crise économique. Les mesures les plus appuyées sont les investissements dans les infrastructures ; les réductions d'impôts pour les classes populaires et moyennes ; et l'augmentation des impôts pour les plus fortunés. En revanche, la diminution des subventions agricoles ; la modification du *Medicare* en vue de faire payer davantage les médicaments par les retraités les plus aisés ; l'aide aux ménages menacés de saisie de leur logement ; et le sauvetage de GM et de Chrysler sont des mesures majoritairement rejetées par la population^{ix}.

ⁱ William Galston, « Barack's Too-Long Wish List », *The New Republic*, 10 mars 2009.

ⁱⁱ Thomas Friedman, « This is not a Test. This is not a Test », *The New York Times*, 10 mars 2009.

ⁱⁱⁱ Gary Andres, « Pedal to the Metal. Why President Obama needs to move fast », *The Weekly Standard*, 12 mars 2009.

^{iv} « The Labor Picture in February », *The New York Times*, 6 mars 2009.

^v « Anger Management », *The Economist*, 5 mars 2009.

^{vi} David Von Drehle et Michael Scherer, « Obama's Reform Agenda : Is He Trying to Do Too Much ? », *Time*, 13 mars 2009.

^{vii} David Paul Kuhn, « Will Obama Be A President Defined by War ? », *RealClearPolitics.com*, 2 mars 2009.

^{viii} Michael Crowley, « Iran Amok », *The New Republic*, 18 mars 2009.

^{ix} « Obama's Approval Rating Slips Amid Division Over Economic Proposals », *Pew Reserch Center*, 16 mars 2009.